



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**Stellantis
Mulhouse**

18 mars 2024

Salariés du public et du privé : mêmes attaques, même combat

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une

partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être raboté. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

La réussite de la journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte.

Mort au travail dans une usine Stellantis en Italie

Le 22 février, un technicien de maintenance de 52 ans, travaillant pour une société extérieure est mort écrasé par une machine dans l'usine de moteurs de Stellantis à Pratola Serra près de Naples. Les syndicats ont immédiatement appelé à cesser le travail.

L'écoeurement était d'autant plus grand que l'accident est intervenu quelques jours à peine après le décès de 5 ouvriers du BTP, dont 4 immigrés, dans un chantier d'un centre commercial à Florence. La veille, le 21 février, des débrayages et des manifestations avaient été organisés dans toute l'Italie pour dénoncer le carnage des morts et blessés au travail.

Nos vies d'ouvriers ne sont pas négociables ! Contre la course au profit meurtrière, seul le contrôle des travailleurs sur la production peut sauver des vies.

La sécurité, c'est vraiment pas leur priorité

Les incidents graves se multiplient ces derniers temps sur le site de Mulhouse : par deux fois, des chutes de bobines de plusieurs tonnes à l'Emboutissage, et plus récemment, un opérateur s'y est fait coincé par un outil de plusieurs tonnes et une barrière de sécurité.

Plutôt que de mettre des moyens humains et matériels pour augmenter la sécurité, la Direction fait encore des économies en réduisant les horaires d'ouverture de l'infirmerie et en sabrant dans les effectifs de pompiers. Le capitalisme c'est vraiment l'insécurité !

Borny to be alive

Sur l'usine de Borny à Metz, les collègues ont appris l'arrêt de la production de la boîte de vitesses MLGU. après l'arrêt de la boîte MA, pour la fin 2024. Résultat : ce sont 230 postes d'ouvriers qui seront supprimés en 2024, et pour ceux qui restent, c'est la pression aux mutations forcées. C'est l'ensemble des 900 emplois du site qui risquent de disparaître.

Tavares veut accélérer la restructuration des usines avec la baisse annoncée du volume des véhicules thermiques. Quelle que soit la raison évoquée, baisse de volumes ou changement de production, aucun salarié ne doit rester sur le carreau. On peut largement partager le travail en baissant les cadences, mais pour cela il faudra les obliger à prendre sur leurs profits.

Chantages et menaces sur les intérimaires

Avec l'arrêt de l'équipe de nuit, c'est des centaines d'intérimaires qui sont poussés vers la sortie, et beaucoup d'entre eux sont menacés par les agences d'intérim de non versement de leurs IFM et d'être

rayés de leurs listes pour les missions futures s'ils n'acceptent pas la rupture de leur contrat de travail.

Derrière les menaces et les chantages des agences, il y a les méthodes pourries de Stellantis.

Il faut imposer nos limites, tous ensemble

Dans tous les secteurs du montage, on commence à nous annoncer des opérations supplémentaires à faire, car partout il est prévu de supprimer encore des postes. Alors que les cadences sont déjà partout de plus en plus insoutenables, cela va encore s'aggraver.

Si eux n'ont pas de limites, nous on en a, et il va falloir leur montrer qu'on est pas prêt à accepter tout et n'importe quoi.

Non au tri social dès la 6^{ème} !

Attal persiste dans sa volonté d'imposer le « *Choc des Savoirs* » dans les collèges dès la rentrée prochaine : dès la 6^{ème}, il veut caser les enfants dans 3 catégories de niveaux scolaires, contre l'avis de tous les scientifiques. Et pour ceux qui n'auraient pas le brevet en 3^{ème}, fini les études et direction la vie active. L'objectif ; envoyer les enfants d'ouvriers le plus vite possible dans une voie de garage.

Il se heurte à la révolte des profs qui ont fait grève le 1^{er} et le 08 février. La région parisienne est en lutte, grèves, depuis 15 jours, mais la presse n'en parle pas.

Mardi 19 mars, une nouvelle journée de grève est annoncée dans toute l'Éducation Nationale. Soutenons les profs en lutte pour la défense d'une école de qualité pour tous !

Contre le racisme : à bas la loi Darmanin

La loi Darmanin a été votée au Parlement. Des milliers de jeunes dorment dans la rue, et les flics les pourchassent en détruisant le moindre campement.

Les possibilités de régularisation sont drastiquement réduites, précaires et limitées dans le temps. Être immigré est aujourd'hui être constamment en sursis ; même les immigrés « légaux » ont un statut fragilisé.

Le 23 mars, à l'appel de la Marche des Solidarités, des rassemblements et manifestations auront lieu dans toute la France. À Mulhouse, le rassemblement est prévu à 14h30 place Franklin.

Ça va pas la tête ?

Une X^{ième} enquête sur la Santé Mentale nous est proposée par la Direction. Ils ont un grain ou quoi ? Ils savent bien qu'avec leurs cadences, ils nous rendent fous !